Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (1983)

Heft: 711

Artikel: Protection civile : un acte de foi

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025241

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PROTECTION CIVILE

Un acte de foi

Les armes atomiques, si elles sont utilisées, ne constituent pas un moyen de défense. En cas de conflit nucléaire, il n'y aura que des perdants. Et l'hémisphère sud ne sera pas plus épargné que l'hémisphère nord, dans l'hypothèse probable où les coups seront échangés dans ce dernier.

Plus d'un milliard de morts dès l'ouverture des hostilités, un milliard encore, peu après, suite aux radiations et aux brûlures. Tel est le bilan dressé par des équipes de chercheurs et présenté récemment à Washington; savants occidentaux et soviétiques sont largement d'accord sur le diagnostic. Les services de santé seront débordés: désorganisation d'abord, impuissance ensuite face aux effets des radiations. Mais tous ceux qui bénéficient de la protection d'un abri — 4,8 millions d'habitants en Suisse actuellement? Ils ne doivent guère se faire d'illusions: les centaines de millions de tonnes de fumées et de poussières produites par la combustion des villes, des installations industrielles et des forêts obscurciront le ciel pendant des semaines et se déplaceront progressivement vers l'hémisphère sud. Plus de lumière en suffisance, donc plus de photosynthèse et interruption de la croissance végétale. Les survivants seront confrontés à la famine et à la soif — baisse de la température jusqu'à -20° C et, à plus long terme, à des modifications profondes de la haute atmosphère — destruction de la couche d'ozone protectrice dans la stratosphère et enrichissement en ozone dans les couches supérieures — qui pourraient mettre en question la vie sur notre planète.

INÉBRANLABLES DÉPUTÉS

Des scénarios qui n'ont pas troublé le Conseil national la semaine dernière: les objectifs fixés pour l'an 2000 doivent être atteints et les communes rurales seront équipées, bon gré mal gré, d'abris; pas d'exception donc, on ira jusqu'au dernier mètre cube de béton. Comme pour la protection des eaux. Des lendemains gris pour les petites collectivités locales. Pourtant, le développement de la protection civile est davantage une affaire de foi qu'une stratégie raisonnée face à des situations hypothétiques bien définies: lors du débat parlementaire, croyants et incroyants se sont affrontés, les premiers ne cachant pas leur vocation à convertir les athées dans ce domaine.

Un acte de foi qui, en définitive, engendre des coûts considérables. Une religion qui, aux dires de certains (qui ont fréquenté par devoir les cérémonies) est servie par une bureaucratie lourde et peu efficace. Et des dépenses qui ne sont pas perdues pour tous les corps de métier. Quoi de plus solide que la sainte-alliance entre les grands-prêtres de la survie et les intérêts bien substantiels du génie civil? Mais il faudra le répéter: cette entreprise de sécurisation ne tient que par la croyance, et non par un regard froid sur la réalité.

GRANDEUR ET BÉRET BASQUE

Ce brave général Gallois

Comme l'a relevé André Gavillet dans DP 709, les militaires français considèrent leur force de frappe nucléaire comme un atout majeur. Ils pensent en effet que leurs fusées sont si bien guidées qu'elles peuvent assurer des coups au but. La puissance de l'ogive nucléaire peut être de ce fait quelque peu réduite et ne dévastera «que» quelques km² de terrain adverse. Forts de cette conviction, les militaires français se réservent d'utiliser l'arme nucléaire à leur guise et *les premiers* si bon leur semble. Ceux qui ne sont pas d'accord avec cette philosophie

sont des ânes qui ne comprennent rien à la grandeur de la France. Rompez.

Le général Gallois a exprimé cette conviction lors du colloque du Groupe de Bellerive les 8, 9 et 10 décembre à Genève, disant entre autres, je cite: «Dans les rapports du faible au fort et s'il y a antagonisme entre deux Etats d'inégale puissance, les armes nucléaires n'ont de signification militaire et ne sont redoutées que si elles sont placées au service des intérêts suprêmes de la seule nation qui en a la maîtrise.» C'est peut-être un peu contourné comme style, mais tout v est. Alors, quand ce brave général Gallois se propose de bombarder la Suisse au cas où des méchants menaceraient d'envahir le sol sacré de sa patrie à partir de ce pays, il ne fait que traduire de manière pratique les conséquences de ses convictions stratégiques et tactiques. Cela dénote simplement de la suite dans les idées et on ne voit pas pourquoi le Parlement helvétique se croit obligé de feindre l'étonnement.

OUELOUES MYTHES AU RANCART

L'inconvénient pour les théories du général Gallois, c'est que, à l'exception de la France, plus personne ne semble croire que les armes nucléaires soient utiles militairement. Il y en a déjà beaucoup trop et il est totalement inutile d'en construire davantage. S'il y a une chose que le colloque du Groupe de Bellerive a mis en évidence, c'est bien celle-là. En outre, un assez large consensus sur un certain nombre de points:

1. Une guerre nucléaire signifie la fin de la civilisation, peut-être même de la vie comme nous la connaissons. La présentation de J. Rotblat (GB) ne laisse guère de doute à ce sujet. Même si l'on admet que des gens puissent survivre ici et là à un échange nucléaire de quelque ampleur, ils n'en seront pas sortis de l'auberge pour autant. Mis à part le fait qu'ils se trouveront dans un monde en ruine défiant tous les cauchemars, ils seront plongés